

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

10 octobre 2013

AVIS DE SUBSIDIARITÉ

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération et la formation des services répressifs (Europol) et abrogeant les Décisions 2009/371/JAI et 2005/681/JAI (COM(2013)0173)

RÉPONSE DE LA COMMISSION
EUROPÉENNE

Document précédent:

Doc 53 **2910/ (2012/2013):**
001: Rapport.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

10 oktober 2013

SUBSIDIARITEITSADVIES

Voorstel voor een verordening van het Europees Parlement en de Raad betreffende het Agentschap van de Europese Unie voor samenwerking en opleiding op het gebied van rechtshandhaving (Europol) en tot intrekking van Besluiten 2009/371/JBZ en 2005/681/JBZ (COM(2013)0173)

ANTWOORD VAN DE EUROPESE
COMMISSIE

Voorgaand document:

Doc 53 **2910/ (2012/2013):**
001: Verslag.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedecker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:

DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif
QRVA:	Questions et Réponses écrites
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)
PLEN:	Séance plénière
COM:	Réunion de commission
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

Afkortingen bij de nummering van de publicaties:

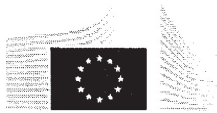
DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Plenum
COM:	Commissievergadering
MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be
courriel : publications@lachambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.dekamer.be
e-mail : publicaties@dekamer.be



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, 24.9.2013

C(2013) 5884 final

*M. André FLAHAUT
Président de la
Chambre des représentants
Place de la Nation 2
B – 1008 BRUXELLES*

Monsieur le Président,

La Commission remercie la Chambre des représentants pour son avis motivé du 19 juin 2013 sur la proposition de la Commission de règlement relatif à l'établissement de l'Agence de l'Union européenne pour la coopération et la formation des services répressifs {COM(2013) 173 final}. En réponse à cet avis, la Commission fait les remarques suivantes.

Concernant l'Institut Europol

La Chambre considère que l'article 9 de la proposition va plus loin que ce qui est permis par l'article 87(2)(b) du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, qui stipule que le Parlement européen et le Conseil peuvent, par procédure législative ordinaire, établir des mesures portant sur le soutien à la formation de personnel, ainsi que la coopération relative à l'échange de personnel, aux équipements et à la recherche en criminalistique.

La Commission estime que les mesures prévues par l'article 9 de la proposition respectent l'article du Traité susmentionné. Le concept de "soutien à la formation de personnel" de l'article 87(2)(b) trouve un développement pratique dans la création d'une agence chargée d'appuyer, développer, dispenser et coordonner les actions de formation.

Comme proposé dans la Communication sur la Création d'un programme européen de formation des services répressifs¹, le nouveau département de formation au sein d'Europol (Institut Europol) a pour but de coordonner la formation des services répressifs pour ce qui concerne les questions transfrontalières – sans préjudice de la gestion nationale de la formation.

Parmi les besoins qui ont conduit à l'établissement du Programme de formation, sont mentionnées les nécessités d'amélioration de l'apprentissage, de coordination opérationnelle effective au niveau européen, afin d'assurer une approche cohérente de la formation et qui soit conforme aux normes de qualité les plus élevées au niveau de l'UE. Les tâches attribuées

¹ COM(2013) 172.

Concernant l'article 46

La Chambre des représentants estime que le projet de l'article 46, concernant le contrôle par le Contrôleur Européen de la Protection des Données (CEPD), empêche l'autorité nationale belge d'exercer son pouvoir de contrôle direct sur Europol.

La Commission souligne que la disposition proposée est fondée sur un modèle de contrôle conjoint de protection des données de caractère personnel traitées auprès d'Europol par le CEPD et les autorités nationales de contrôle de protection des données.

La mesure en question a pour but de renforcer la protection des données personnelles et de mettre en conformité le système de leur contrôle avec les critères d'indépendance et de pouvoir d'exécution efficace établis dans la jurisprudence de la Cour de Justice. En même temps, comme la majorité des données traitées par Europol proviennent des Etats membres, elle garantit l'implication des autorités nationales dans le contrôle de protection des données.

Les autorités nationales de contrôle demeurent compétentes pour le contrôle de l'introduction et de l'extraction de données à caractère personnel par l'Etat membre concerné, ainsi que de toute communication de telles données par l'Etat membre concerné à Europol. Elles restent en outre chargées d'examiner si l'introduction, l'extraction ou la communication de données enfreint les droits de la personne concernée.

Pour exercer sa fonction de contrôle, l'autorité de contrôle national a accès, auprès de l'unité nationale ou des officiers de liaison, aux données transmises à Europol par l'Etat membre. Elle a accès aux bureaux et aux dossiers de leurs officiers de liaison respectifs au sein d'Europol. Elle contrôle aussi les activités que mènent les unités nationales et celles des officiers de liaison, dans la mesure où ces activités concernent la protection des données à caractère personnel. Par ailleurs, toute personne a le droit de demander à l'autorité de contrôle national de s'assurer que le transfert ou la communication à Europol, sous quelque forme que ce soit, de données la concernant ainsi que l'accès à ces données par l'Etat membre concerné sont licites.

De plus, le projet de règlement prévoit une coopération étroite entre les autorités de contrôle national et le CEPD dans certains domaines exigeant une participation nationale. Ce sont notamment les cas où les autorités de contrôle national ou le CEPD ont trouvé des divergences majeures entre les pratiques des Etats membres ou un transfert potentiellement illicite dans l'utilisation des canaux d'échange d'informations d'Europol, ou dans le cadre de questions soulevées par une ou plusieurs autorités de contrôle national sur l'application et l'interprétation du présent règlement.

Dans ces cas-là, les autorités de contrôle national et le CEPD échangent les informations utiles, s'assistent mutuellement pour mener les audits et inspections, examinent les difficultés d'interprétation ou d'application du présent règlement, étudient les problèmes pouvant se poser lors de l'exercice du contrôle indépendant ou dans l'exercice des droits de personnes concernées, formulent des propositions harmonisées en vue de trouver des solutions communes aux éventuels problèmes, et assurent, si nécessaire, une sensibilisation aux droits en matière de protection des données.

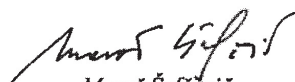
Ainsi, la Commission ne considère pas que le modèle proposé du contrôle externe de la protection des données de caractère personnel puisse supprimer les prérogatives de contrôle des autorités nationales.

Concernant l'article 53

les modalités de contrôle des Parlements européen et nationaux, doivent être traitées dans le Règlement. La Commission considère que l'article en question respecte le mandat des Traités.

La Commission espère que le présent courrier répond aux observations exprimées dans l'avis motivé émis par la Chambre des représentants.

Dans l'attente de la poursuite de notre dialogue politique, veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.



Maroš Šefčovič
Vice-président



EUROPESE COMMISSIE

Brussel, 24.9.2013
C(2013) 5884 final

Dhr. André FLAHAUT
Voorzitter van de Kamer
van Volksvertegenwoordigers
Natieplein 2
B – 1008 BRUSSEL

Geachte voorzitter,

De Commissie is de Kamer van Volksvertegenwoordigers erkentelijk voor het met redenen omkleed advies van 19 juni 2013 over het voorstel van de Commissie voor een verordening betreffende het Agentschap van de Europese Unie voor samenwerking en opleiding op het gebied van rechtshandhaving {COM(2013) 173 final}. Met betrekking tot het advies merkt de Commissie het volgende op.

Met betrekking tot Europol Academy

De Kamer is van oordeel dat artikel 9 van het voorstel verder gaat dan wat is toegestaan op grond van artikel 87, lid 2, onder b), van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie. Dat artikel bepaalt dat het Europees Parlement en de Raad volgens de gewone wetgevingsprocedure maatregelen kunnen vaststellen voor steun voor de opleiding van personeel, alsmede samenwerking betreffende de uitwisseling van personeel, apparatuur en onderzoek op het gebied van criminalistiek.

De Commissie is van mening dat de in artikel 9 van het voorstel vastgestelde maatregelen in overeenstemming zijn met het artikel van het bovengenoemd Verdrag. Het concept van "steun voor de opleiding van personeel" van artikel 87, lid 2, onder b), komt in de praktijk tot uiting in de instelling van een agentschap dat als taak heeft opleidingen te ondersteunen, ontwikkelen, verzorgen en coördineren.

Zoals is voorgesteld in de mededeling tot vaststelling van een Europees opleidingsprogramma voor rechtshandhaving¹, heeft de nieuwe opleidingsdirectie van Europol (Europol Academy) als doel de opleidingen op het gebied van rechtshandhaving te coördineren voor wat grensoverschrijdende kwesties betreft, zonder afbreuk te doen aan het nationaal beheer van opleidingen.

Onder meer de behoefte aan beter onderwijs en een effectieve operationele samenwerking op Europees niveau hebben aanleiding gegeven tot de vaststelling van het opleidingsprogramma, dat ervoor moet zorgen dat de opleiding op coherente wijze wordt benaderd, overeenkomstig de hoogste

¹ COM(2013) 172.

ationale veiligheidsbelangen zou kunnen schaden of het welslagen van lopende onderzoeken of de veiligheid van personen in gevaar zou kunnen brengen.

Met betrekking tot artikel 46

De Kamer van Volksvertegenwoordigers is van oordeel dat het voorgestelde artikel 46 betreffende het toezicht door de Europese Toezichthouder voor gegevensbescherming (EDPS) de Belgische nationale autoriteit de mogelijkheid zou ontzeggen om haar bevoegdheid van rechtstreeks toezicht op Europol uit te oefenen.

De Commissie benadrukt dat de voorgestelde bepaling gebaseerd is op een model van gezamenlijke controle door de Europese Toezichthouder voor gegevensbescherming en de nationale gegevensbeschermingsautoriteiten op de bescherming van de bij Europol verwerkte persoonsgegevens.

De maatregel in kwestie is erop gericht de gegevensbescherming te verbeteren en ervoor te zorgen dat het systeem voor de controle ervan voldoet aan de door het Hof van Justitie in zijn rechtspraak vastgestelde criteria van onafhankelijkheid en doeltreffende uitvoeringsbevoegdheid. De maatregel zorgt er tevens voor dat de nationale autoriteiten, waarvan de meeste door Europol verwerkte gegevens afkomstig zijn, betrokken zijn bij het toezicht op de gegevensbescherming.

De nationale controleorganen blijven bevoegd voor het toezicht op de invoer en opvraging van persoonsgegevens door de betrokken lidstaat, alsook voor elke verstrekking van dergelijke gegevens aan Europol. Voorts blijven zij verantwoordelijk voor het toetsen of de rechten van de betrokkene door deze invoer, opvraging of verstrekking niet worden geschaad.

Om hun toezichtsfunctie te kunnen uitoefenen, hebben de nationale controleorganen via de nationale eenheden of de verbindingsofficieren toegang tot de gegevens die door de lidstaat aan Europol worden verstrekt. Deze organen hebben toegang tot de kantoren en de dossiers van hun respectieve verbindingsofficieren bij Europol. Zij zien ook toe op de werkzaamheden van de nationale eenheden en van de verbindingsofficieren, voor zover deze werkzaamheden betrekking hebben op de bescherming van persoonsgegevens. Bovendien heeft eenieder het recht het nationale controleorgaan te verzoeken om te toetsen of de overdracht of verstrekking van zijn persoonsgegevens aan Europol, op enigerlei wijze, alsmede de toegang tot de gegevens door de betrokken lidstaat, rechtmatig zijn.

De ontwerpverordening voorziet ook in een nauwe samenwerking tussen de nationale controleorganen en de Europese Toezichthouder voor gegevensbescherming op bepaalde terreinen die nationale betrokkenheid vereisen. Nationale betrokkenheid is met name nodig wanneer door de nationale gegevensbeschermingsautoriteiten of de Europese Toezichthouder voor gegevensbescherming grote discrepanties zijn vastgesteld tussen de praktijken die de lidstaten hanteren, in het geval van een mogelijk onrechtmatige overdracht via de kanalen voor informatie-uitwisseling van Europol of in het kader van door een of meer controleorganen ter sprake gebrachte vragen met betrekking tot de toepassing en de interpretatie van de verordening.

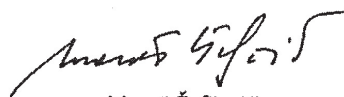
In dergelijke gevallen wisselen de nationale controleorganen en de Europese Toezichthouder voor gegevensbescherming relevante informatie uit, staan zij elkaar bij in de uitvoering van controles en inspecties, behandelen zij problemen bij de interpretatie of toepassing van de verordening, buigen zij zich over problemen bij de uitoefening van het onafhankelijk toezicht of bij de uitoefening van de rechten van de betrokkenen, stellen zij geharmoniseerde voorstellen voor gemeenschappelijke oplossingen voor problemen op, en bevorderen zij het bewustzijn over gegevensbeschermingsrechten, zulks naar behoefte.

de nationale parlementen over geen andere middelen meer zouden beschikken om controle uit te oefenen.

De Commissie merkt op dat verschillende bepalingen van het voorstel betrekking hebben op de bevoegdheden van de nationale parlementen. Wat de Verdragen betreft, steunt de controlefunctie die wordt toegekend aan de nationale parlementen op artikel 12 VEU, dat bepaalt dat de nationale parlementen betrokken worden bij het politieke toezicht op Europol, overeenkomstig artikel 88 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie. Dit laatste artikel bepaalt bovendien duidelijk dat de wijze waarop het Europees Parlement en de nationale parlementen controle uitoefenen, in de verordening moet worden vastgesteld. De Commissie is van mening dat het artikel in kwestie in overeenstemming is met de Verdragen.

De Commissie hoopt dat deze brief een antwoord biedt op de opmerkingen in het met redenen omkleed advies van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

De Commissie verheugt zich op de voortzetting van de politieke dialoog. Met de meeste hoogachting,



Maroš Šefčovič
Vicevoorzitter